

Service prévention des risques anthropiques
14 Rue du Bataillon de Marche 24
67200 STRASBOURG

Strasbourg, le 21/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PAPETERIES DES VOSGES

34 rue Maurice Mougeot
BP 26
88600 Laval-sur-Vologne

Code AIOT : 0006206235

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/09/2023 dans l'établissement PAPETERIES DES VOSGES implanté 34 rue Maurice Mougeot BP 26 88600 Laval-sur-Vologne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPETERIES DES VOSGES
- 34 rue Maurice Mougeot BP 26 88600 Laval-sur-Vologne
- Code AIOT : 0006206235
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Papeteries des Vosges (PDV) est implantée sur la commune de Laval-sur-Vologne, Vosges, et est spécialisée dans la fabrication de papiers bas grammage à partir de pâte à papier. La société est exploitée sous couvert de l'arrêté préfectoral n°630/2020/DREAL/UD88 du 26 octobre 2020 modifié.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- le découpage des sous-installations ;
- les émissions de biomasses ;
- le référentiel produit ;
- la donnée d'activité.

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	découpage des sous-installations	Autre du 19/12/2018, article Annexe VI 1.d)	/	Sans objet
2	Emissions	Autre du 19/12/2018, article 38	/	Sans objet
3	Référentiel produit	Autre du 21/12/2020, article Annexe I	/	Sans objet
4	Données d'activité	Autre du 21/12/2020, article 10	/	Sans objet
5	Données d'activité	Autre du 21/12/2020, article 10	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation obtient l'intégralité de ses allocations sur la base du poids des bobines filles avec un taux d'humidité de 6%. Mis à part la périodicité mensuelle pour le comparatif entre les jauges en lignes et la méthode de référence du laboratoire, l'exploitant a pu justifié d'une part que le système de mesure est correctement entretenu et d'autre part le respect de la donnée d'activité annuelle déclarée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : découpage des sous-installations

Référence réglementaire : Autre du 19/12/2018, article Annexe VI 1.d)
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma de procédé
<p>Prescription contrôlée : Annexe VI 1.d) un diagramme présentant au moins les informations suivantes: — les éléments techniques de l'installation, en indiquant les sources d'émissions ainsi que les unités productrices et consommatrices de chaleur; — toutes les circulations d'énergie et de matières, notamment les flux, la chaleur mesurable et non mesurable, l'électricité s'il y a lieu et les gaz résiduels; — les points et dispositifs de mesure; — les limites des sous-installations, notamment la distinction entre les sous-installations utilisées pour des secteurs considérés comme étant exposés à un risque important de fuite de carbone et les sous-installations utilisées pour d'autres secteurs, sur la base des codes NACE Rév. 2 ou Prodcom;</p>
<p>Constats : Le schéma de procédé est perfectible . Il est composé d'une unique sous-installation produit (papier fin non couché). A l'occasion d'une nouvelle version de son plan méthodologique devra faire apparaître les retours de condensats à destination de la bache alimentaire ainsi que le flux entrant pâte à papier .</p>

Le groupe électrogène est bien mentionné en qualité de source d'émission mais doit être sorti du découpage. En effet, cette unité technique ne donne pas droit à allocation dans la mesure où l'énergie produite est de l'électricité.
Observations : L'inspection a constaté sur site la présence de 2 compteurs supplémentaires non référencés sur le schéma. En l'occurrence, ces compteurs ont la particularité d'être sous la responsabilité de l'ancien exploitant ENGIE COFELY . Ils permettent de vérifier la cohérence de la totalité de la vapeur produite par les chaudières gaz et la chaudière biomasse avec ceux dont chacun sont équipés. Il en va de même du compteur gaz destiné à vérifier l'apport de gaz à destination des 2 chaudières de la chaufferie distincte du compteur à destination de la chaudière calandre et du sècheur infrarouge. Dans le cadre d'une procédure de lacunes de données, la mesure faite par les 2 compteurs non référencés est intéressante .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Émissions

Référence réglementaire : Autre du 19/12/2018, article 38
Thème(s) : Risques chroniques, biomasse
Prescription contrôlée : Flux de biomasse Le facteur d'émission pour la biomasse est égal à zéro. Aux fins du présent article, l'article 38, paragraphe 5, s'applique.
Constats : Nous avons constaté la présence sur site du flux biomasse (plaquette forestière) . La biomasse provient selon l'exploitant de forêts françaises situées dans un rayon de 250 km. La date de première utilisation sur site est antérieure à la date du 01/01/2023 (arrêté n° 824/2019 du 24/12/2019) . Par conséquent, l'exploitant n'a pas à démontrer de critère de réduction de gaz à effet de serre pour comptabiliser les émissions CO2 à zéro (Directive RED II 2018/2001 article 29 (10) /Guidance 3). A l'occasion d'une nouvelle version de son plan de surveillance, l'exploitant devra préciser s'agissant de ce flux la date de 1ère utilisation sur site ainsi que l'acte administratif.
Observations : L'exploitant réalise un suivi de la biomasse livrée par chaque camion. S'agissant des deux autres flux énergétique du site (gaz naturel , fioul domestique) , l'inspection a pu également constaté que l'exploitant réalisait un suivi régulier de leur consommation pour l'un en fonction des factures et l'autre en fonction de la consommation, de la variation des stocks et des appointes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Référentiel produit

Référence réglementaire : Autre du 21/12/2020, article Annexe I
--

Thème(s) : Risques chroniques, Papier fin non couché
Prescription contrôlée : Papier fin non couché, englobant le papier non couché à base de pâte mécanique et le papier non couché dit «sans bois», exprimé sous forme de production commercialisable nette, en tonnes de papier sec à l'air, défini comme du papier dont le taux d'humidité est de 6 %. s.
Constats : La production nette de vente a un taux inférieur à 6 %. Par conséquent, pour respecter le taux d'humidité de 6 % de production vendable dans sa déclaration (fichier ALC), l'exploitant applique la formule suivante : la production nette vendable incluant un taux d'humidité réel inférieur à 6 % est ramené à un tonnage sec auquel il applique un taux d'humidité de 6 %. Pour la détermination de la propriété des matières, l'exploitant déclare appliquer la dérogation nationale demandée par la Copacel (niveau 4.6.c). Le jour de la visite, l'inspection a constaté que les équipements de mesures (balances, étuves et jauge en ligne) mis en œuvre sont correctement validés, entretenus et étalonnés. S'agissant du comparatif de la teneur en humidité mesurée entre les jauges en ligne et la méthode de référence du laboratoire, l'exploitant les réalise à minima de façon trimestrielle pour l'intégralité de la gamme. Cela dit, en fonction du programme de fabrication une quinzaine de comparatifs sont réalisés dans le mois.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Données d'activité

Référence réglementaire : Autre du 21/12/2020, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, Double-comptage
Prescription contrôlée : f) afin d'éviter tout double comptage, les produits d'un procédé de production réintroduits dans le même procédé de production soient déduits des niveaux d'activité annuels selon qu'il convient, conformément aux définitions des produits figurant à l'annexe I
Constats : Pour déterminer la quantité annuelle de la sous-installation produit, l'exploitant effectue un pesage en continue des bobines filles (bascule sous métrologie légale- validité 04/2024). Pour éviter le double comptable, les bobines filles non conformes sont sorties du processus de fabrication avant la pesée.
Observations : Le papier est fabriqué uniquement sur commande de façon à être prête livrer. Il n'existe pas un stock de papier de longue durée (15 jours).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Données d'activité

Référence réglementaire : Autre du 21/12/2020, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, Chaleur mesurable
Prescription contrôlée : d) pour toute la chaleur mesurable produite, importée ou exportée par des sous-installations, il soit précisé si la chaleur mesurable a été produite par un procédé de combustion au sein d'une installation relevant du SEQE de l'Union européenne, importée à partir d'autres procédés

produisant de la chaleur ou importée d'autres entités ne relevant pas du SEQE de l'Union européenne
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que le niveau d'activité moyen annuel demeure constant. Cependant, l'allocation entre 2021 et 2023 a triplé en raison de la production de chaleur. En effet, depuis 2019 la chaleur mesurable n'est plus importée d'une entité non SEQE (système d'échange des quotas d'émissions - ENGIE COFELY). Plus précisément, les unités techniques de production de chaleur font partie de l'installation PDV.</p>
<p>Observations :</p> <p>Sur site, l'inspection constate qu'il existe une distance d'environ 100 mètres entre les unités techniques produisant de la chaleur et le lieu de consommation.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit déterminer les pertes de chaleurs sur le réseaux (remarques du rapport de vérification du 31/01/2023).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet